

BANDE DE GAZA

L'ONU et des ONG dénoncent «la pire situation» jamais connue. Les enfants sont particulièrement touchés par la famine. Hier, 25 pays, dont la Suisse, ont appelé Israël et le Hamas à mettre fin à la guerre.

PAR LOUIS BAUDOIN-LAARMAN



Une mère palestinienne tient dans ses bras son enfant de 2 ans qui souffre de malnutrition sévère, le 19 juillet dernier. KEYSTONE/EPA/HAITHAM IMAD

La malnutrition atteint des niveaux alarmants

La malnutrition atteint des niveaux alarmants dans la bande de Gaza en guerre. Elle touche particulièrement les enfants, alerte l'ONU, qui déplore l'entrée au compte-goutte de l'aide humanitaire dans le territoire palestinien assiégé. La Défense civile de Gaza a déclaré avoir constaté une augmentation du nombre de décès de nourrissons causés par «la faim et la malnutrition sévère», signalant au moins le décès de trois bébés la semaine écoulée. «Ces cas déchirants ne sont pas dus à des bombardements directs, mais à la famine, au manque de lait maternisé et à l'absence de soins de santé de base», a déclaré le porte-parole de cette organisation, Mahmoud Bassal.



“Les gens meurent de faim alors que nous avons de la nourriture juste de l'autre côté de la frontière.”

CARL SKAU
CHEF DES OPÉRATIONS DU PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL DE L'ONU

Dans le nord de la bande de Gaza, Ziad Mousleh, 45 ans, explique ne plus trouver de quoi nourrir ses enfants. «Nous sommes en train de mourir, nos enfants sont en train de mourir, et nous ne pouvons rien faire», dit-il à Nousseirat.

Flambée des prix

«Nos enfants pleurent et crient pour avoir à manger. Ils s'endorment affamés», poursuit-il. «Il n'y a absolument rien à manger, et si par hasard quelques produits arrivent sur le marché, les prix sont exorbitants et personne ne peut les acheter.» Dans une école de Nousseirat, transformée en abri pour les déplacés de la guerre, une distribution de repas chauds a été organisée dimanche. Une femme au visage émacié qui attend de recevoir à manger a déclaré avoir perdu 35 kilos. «Je laisse la nourriture que je reçois à ma fille», explique Oum Sameh Abou Zeina, ajoutant qu'elle souffre d'hypertension et de diabète.

Habitants, ONU et organisations humanitaires expliquent régulièrement que l'épuisement des stocks a provoqué une flambée des prix du peu de nourriture disponible sur les marchés. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a indiqué début juillet que le prix de la farine pour le pain était 3000 fois plus élevé qu'avant la guerre.

Blocus depuis mars

La Fondation humanitaire de Gaza (GHF), soutenue par les Etats-Unis et Israël, a récemment fait porter la responsabilité de la situation humanitaire à Gaza sur le mouvement islamiste palestinien Hamas, dont l'attaque sur le sol israélien le 7 octobre 2023 a déclenché la guerre. «Ils prennent de la nourriture gratuite, puis la revendent. Ils la stockent pour leurs combattants. Ils l'utilisent pour recruter», a indiqué la GHF sur X. En visite début juillet à Gaza, le directeur du PAM, Carl Skau, parle lui de «la pire situation» qu'il ait jamais connue. «Un père que j'ai rencontré avait perdu 25 kilos en deux mois. Les gens meurent de faim alors que nous avons de la nourriture juste de l'autre côté de la frontière», a-t-il ajouté. Israël avait imposé un blocus total sur Gaza début mars, n'autorisant aucune entrée d'aide sur le territoire jusqu'à ce que des camions soient à nouveau autorisés à y entrer au compte-goutte fin mai. «Nos cuisines sont vides, on sert désormais de l'eau chaude avec quelques pâtes», indique Carl Skau. L'agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (Unrwa) a déclaré same-

di qu'elle avait des stocks pour nourrir les plus de deux millions d'habitants de Gaza pendant plus de trois mois, mais qu'elle n'était pas autorisée à les acheminer dans le territoire.

«J'ai peur de mourir de faim»

Médecins sans frontières (MSF) a déclaré la semaine dernière que ses équipes à Gaza constataient le plus grand nombre de cas de malnutrition jamais enregistrés par ses équipes dans cette région. «En raison de la malnutrition généralisée chez les femmes enceintes et du mauvais état des installations sanitaires, de nombreux bébés naissent prématurément», a déclaré Joanne Perry, médecin de MSF, depuis Gaza, dans un communiqué. «Notre unité de soins intensifs néonataux est surchargée, avec quatre à cinq bébés partageant une seule couveuse», a-t-elle ajouté.

En visite début juillet à Gaza, le directeur du PAM, Carl Skau, parle lui de «la pire situation» qu'il ait jamais connue. «Un père que j'ai rencontré avait perdu 25 kilos en deux mois. Les gens meurent de faim alors que nous avons de la nourriture juste de l'autre côté de la frontière», a-t-il ajouté. Israël avait imposé un blocus total sur Gaza début mars, n'autorisant aucune entrée d'aide sur le territoire jusqu'à ce que des camions soient à nouveau autorisés à y entrer au compte-goutte fin mai. «Nos cuisines sont vides, on sert désormais de l'eau chaude avec quelques pâtes», indique Carl Skau. L'agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (Unrwa) a déclaré same-

La Suisse s'allie à un appel international

Vingt-cinq pays, dont la Suisse, ont appelé hier à mettre fin «immédiatement» à la guerre dans la bande de Gaza. «La guerre à Gaza doit cesser immédiatement», écrivent les ministres des Affaires étrangères de ces pays, pour qui «la souffrance des civils à Gaza a atteint de nouveaux sommets». «Le modèle de distribution de l'aide mis en place par le gouvernement israélien est dangereux, alimente l'instabilité et prive les Gazaouis de leur dignité humaine», poursuivent les signataires en référence à la Fondation humanitaire de Gaza (GHF),

soutenue par les Etats-Unis et Israël. Mardi dernier, l'ONU a indiqué avoir recensé 875 personnes tuées en tentant de se procurer de la nourriture depuis fin mai, dont 674 «à proximité des sites de la GHF». Dimanche encore, la Défense civile de Gaza a déclaré que les forces israéliennes avaient tiré sur des Palestiniens qui tentaient de récupérer de l'aide humanitaire dans le petit territoire. Bilan: 93 personnes tuées. Les signataires appellent également à la libération des otages, «cruellement détenus» par le Hamas.

Le Centre Vaud dans la tourmente

AFFAIRES DITTLI

Les affaires liées à la conseillère d'Etat Valérie Dittli ont provoqué de fortes tensions au sein de son parti, le Centre Vaud. Explications.

Les affaires entourant Valérie Dittli sont à l'origine de dissensions jusque dans le propre parti de la conseillère d'Etat vaudoise. «Le Temps» révélait hier que les conflits qui en ont résulté ont conduit à la démission du président du Centre Vaud. Le 21 mars 2025, les conclusions du rapport Studer sont rendues publiques. Elles pointent des dysfonctionnements au sein du Département des Finances, dirigé par Valérie Dittli. Quelques jours plus tard, la conseillère d'Etat dit vouloir se rendre le 29 mars à la Fête de la tulipe, à Morges, où la section locale de son parti tient un stand. Au vu des circonstances, la présidente du Centre Morges, Geneviève Hernandez, écrit

au comité de présidence du Centre Vaud ainsi qu'à Valérie Dittli pour leur demander de reporter cette visite. La conseillère d'Etat et son entourage dénoncent un manque de soutien inacceptable.

Main courante

Le président du parti cantonal, Ludovic Paschoud, demande alors au Centre Suisse de prendre «les mesures immédiates qui s'imposent». Geneviève Hernandez y voit des menaces et dépose une main courante à la police le 28 mars dernier. Le président du Centre Vaud l'apprend et décide de démissionner avec effet immédiat. Il défend, dans «Le Temps», son appel au soutien du Centre Suisse. «C'était ma façon de dire aux responsables nationaux de soutenir la ligne politique de la présidence vaudoise et de faire leur job en demandant aux troupes de se ranger derrière Valérie.» La section cantonale est désormais dirigée par Mario-Charles Pertusio, élu le 1er juillet lors d'une assemblée générale extraordinaire. **FLORIAN PAPILLOUD**

EN BREF

AFFAIRE AMETI

Inculpée, elle risque une amende avec sursis

Le ministère public a inculpé la coprésidente d'Operation Libero, Sanija Ameti, d'atteinte à la liberté de croyance et des cultes. En septembre dernier, la politicienne zurichoise âgée de 33 ans a criblé de balles une image pieuse représentant Jésus et Marie. Selon d'acte d'accusation, l'autorité d'enquête exige une peine pécuniaire avec sursis de 100 jours-amende à 100 francs ainsi qu'une amende de 2500 francs contre l'ancienne vert/libérale. **ATS**

NUCLÉAIRE

L'Iran accuse les Européens d'avoir saboté l'accord de 2015

L'Iran a indiqué hier tenir les pays européens pour responsables de l'échec de l'accord de 2015 sur le nucléaire et les accuse de ne pas avoir tenu leurs engagements. Téhéran, plusieurs puissances occidentales, la Chine et la Russie avaient trouvé en 2015 un accord qui prévoyait d'importantes restrictions au programme nucléaire iranien en échange d'une levée progressive des sanctions de l'ONU. **ATS AFP**

Séisme d'une magnitude de 4,2 dans l'Oberland bernois

MÜRREN

Un séisme d'environ 4,2 sur l'échelle de Richter s'est produit hier, peu avant 13 heures, près de Mürren (BE). La secousse a été perçue sur une grande partie du territoire suisse, notamment dans les directions de Bâle et de Sion. Elle a provoqué une chute de pierres dans le Sefinental tout proche. Un tremblement de terre s'était déjà produit la semaine dernière à Mürren. Il s'agissait d'un séisme précurseur d'une magnitude de 2,3.

Des répliques devraient également être ressenties dans les prochains jours et semaines.

Pas une surprise

Selon le Service sismologique suisse (SED) de l'EPFZ, les tremblements de terre dans l'Oberland bernois ne sont «pas une surprise». D'un point de vue sismologique, la région peut être attribuée au Valais, qui est particulièrement menacé selon les normes suisses – tout comme Bâle et les Grisons. **ATS**